

États-Unis : la pauvreté au pays de la richesse

Sophie Mitra

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/1 Printemps** , PAGES 53 À 64
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303066

DOI 10.3917/pe.211.0053

Date de mise en ligne : 09/03/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-1-page-53?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-1-page-53?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

États-Unis : la pauvreté au pays de la richesse

Par **Sophie Mitra**

Sophie Mitra est professeur à l'université Fordham à New York.

La pauvreté aux États-Unis ne fait pas partie du débat public, mais elle n'y est pas rare. À la fin des années 2010, elle n'affectait sous toutes ses formes pas moins de 20 % de la population. Les aides sociales sont modestes, mais des recherches récentes montrent que le système de protection sociale a été relativement efficace pour réduire la pauvreté depuis la fin des années 1960. Son aggravation dans le contexte du COVID-19 appelle à des réformes structurelles pour envisager de l'éradiquer.

politique étrangère

La pauvreté aux États-Unis, un pays considéré comme un des plus « puissants » et des plus « riches » du monde, capte peu l'attention. De ce pays, on met d'abord en avant la croissance régulière du produit intérieur brut (PIB) et un taux de chômage bas, du moins avant la pandémie. S'il y a eu ces dernières années une prise de conscience de la montée des inégalités¹, la pauvreté ne fait pas partie du débat public. Le sujet était absent de la campagne présidentielle de 2020. Il est possible d'avoir beaucoup d'inégalités sans pauvreté absolue, si les revenus les plus modestes sont au-dessus du seuil de pauvreté. Est-ce le cas pour les États-Unis ?

Si en 2019 le taux officiel de pauvreté a atteint son niveau le plus bas depuis 60 ans, la pauvreté n'est pas rare, ni anecdotique. Philip Alston, rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme aux Nations unies notait dans son rapport de 2017 les contrastes choquants et fréquents entre richesse et misère². Avec la crise du COVID-19, la pauvreté explose, mettant en lumière un phénomène longuement négligé. On

1. T. Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

2. P. Alston, « Statement on Visit to the USA, United Nations Special Rapporteur on Extreme Poverty and Human Rights », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 2017, disponible sur : www.ohchr.org.

tente ici de dresser un état de la pauvreté aux États-Unis – question complexe à traiter en quelques pages –, en proposant un tableau du problème et des changements récents dûs à la crise sanitaire.

L'étendue du problème de la pauvreté aux États-Unis

Il y a plusieurs façons de définir et de mesurer la pauvreté. La pauvreté est souvent définie comme un niveau de vie insuffisant, ou comme l'incapacité de satisfaire des besoins de base (nourriture, eau, logement). Plus récemment, elle a été définie comme un manque d'opportunités et de bien-être³, ce qui entre en résonance avec le *rêve américain*, centré sur l'accès aux opportunités et à la mobilité sociale.

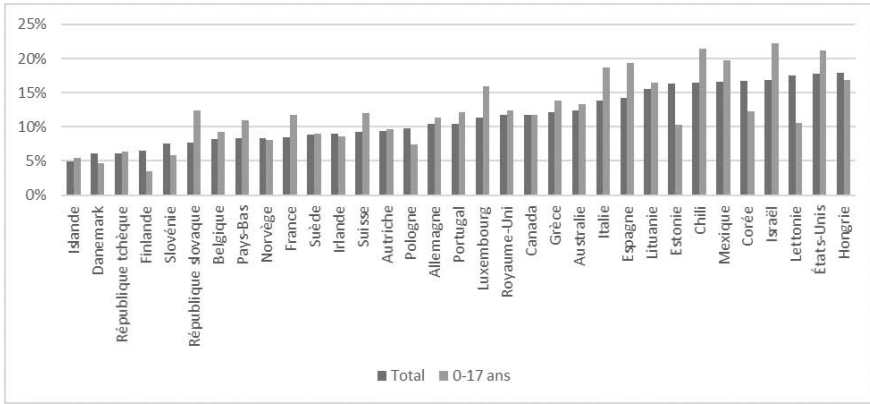
Les pays mesurent la pauvreté de diverses façons. Commençons avec les statistiques de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), qui fournissent des données internationales comparables. Pour chaque pays, le seuil de pauvreté correspond à la moitié du revenu médian de la population totale : on obtient alors un taux de pauvreté relative. Avec un taux de pauvreté relative de presque 18 %, les États-Unis arrivent en deuxième position après la Hongrie (graphique 1). En comparaison, la France a un taux de pauvreté de 8,5 %. Cette mesure de la pauvreté relative est analogue à un indicateur d'inégalités et, dans le cas des États-Unis, il s'agit d'un taux très élevé comparé à celui des autres pays de l'OCDE, conséquence d'une hausse soutenue et marquée des inégalités de revenus depuis les années 1980¹.

Au niveau national, les États-Unis mesurent leur niveau de pauvreté en utilisant un seuil de pauvreté *absolue*, c'est-à-dire un seuil définissant ce sur quoi les ménages doivent pouvoir compter pour satisfaire leurs besoins élémentaires. La mesure « officielle » de la pauvreté remonte aux années 1960. Cette mesure utilise le revenu brut comparé à un seuil de pauvreté national, qui reflète les ressources financières nécessaires pour subvenir aux besoins alimentaires multipliés par trois, et qui varie en fonction du nombre et de l'âge des membres de la famille. D'après la mesure « officielle » de la pauvreté du Bureau du recensement, en 2019 il y avait 34 millions de personnes pauvres aux États-Unis, soit 10,5 % de la population⁴. Cette pauvreté touche tous les groupes démographiques, mais elle frappe certaines catégories de la population plus que d'autres, notamment les enfants et les minorités en particulier les Noirs et les Hispaniques, les

3. A. Sen, *L'Idée de justice*, Paris, Flammarion, 2009.

4. J. Semega, M. Kollar, E. A. Shrider et J. F. Creamer, « U.S. Census Bureau, Current Population Reports, P60-270, Income and Poverty in the United States: 2019 », Washington DC, Bureau d'impression du gouvernement des États-Unis, 2020, disponible sur : www.census.gov.

Graphique 1 : Taux de pauvreté relative dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE (2021), Taux de pauvreté (indicateur).

Note : Le taux de pauvreté correspond à la proportion de personnes dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, c'est-à-dire à la moitié du revenu médian de la population totale. Deux pays affichant le même taux de pauvreté peuvent connaître des situations différentes s'agissant du niveau de revenu relatif des plus démunis.

femmes, les immigrés, les personnes handicapées, les travailleurs à temps partiel, et les personnes avec peu d'éducation (graphique 2).

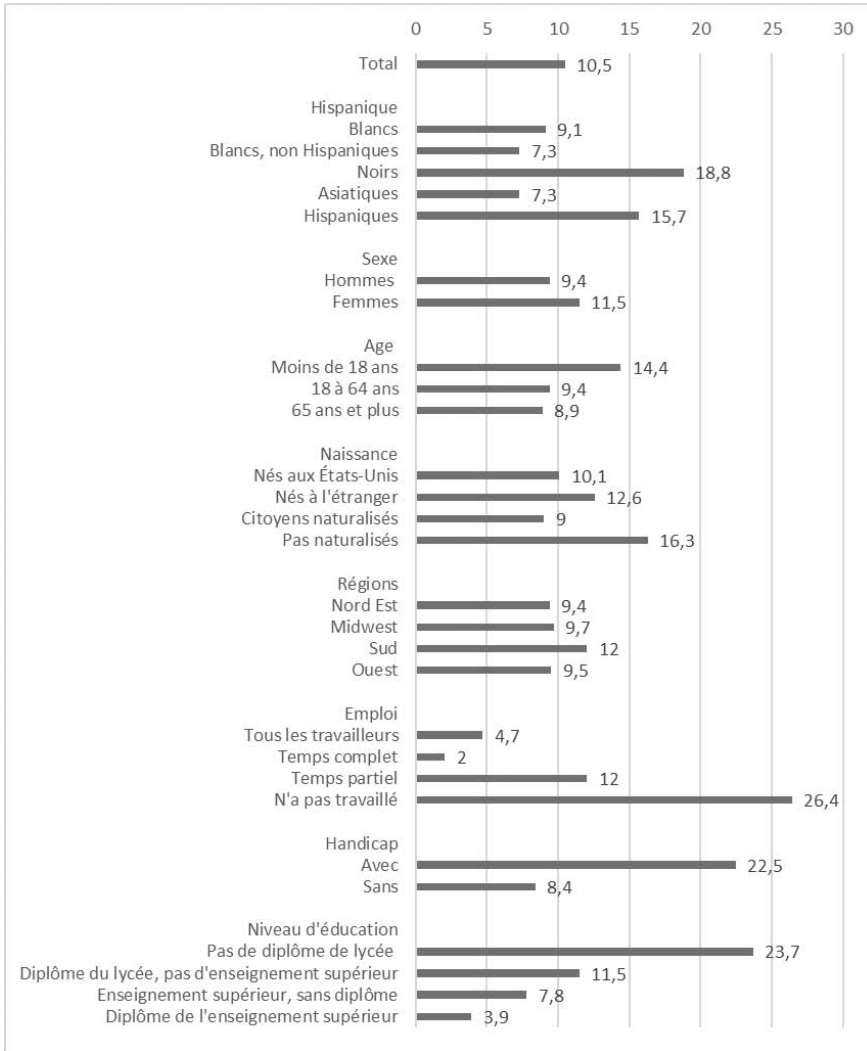
La mesure dite « supplémentaire » est un autre moyen de mesurer la pauvreté aux États-Unis utilisé depuis 2011 par le Bureau du recensement en sus de la mesure « officielle ». Elle ajuste le revenu net d'impôt en y ajoutant la valeur d'aides sociales en nature comme les bons de nourriture. Elle soustrait des dépenses essentielles comme le logement, l'eau, l'électricité, les frais de santé. Ce revenu ajusté est comparé à un seuil de pauvreté qui varie suivant les régions en fonction du coût de la vie. Par exemple, le seuil de pauvreté en 2019 était de 36 000 dollars à New York City et de 30 000 dollars à Chicago. En 2019, avec la mesure supplémentaire, le taux de pauvreté des États-Unis s'élevait à 11,7 %, soit 1,2 point supérieur à la mesure officielle⁵.

**De la pauvreté
« absolue »
à la pauvreté
« multidimensionnelle »**

Ces taux de pauvreté officielle ou supplémentaire ne mesurent pas toute l'ampleur du problème. Sur la scène internationale, la pauvreté est de plus en plus perçue au sens large comme un phénomène aux multiples facettes,

5. L. Fox, « The Supplemental Poverty Measure: 2019 Current Population », 15 septembre 2020, disponible sur : www.census.gov.

Graphique 2 : Taux de pauvreté officiel pour différents groupes en 2019 (%)



Sources : J. Semega, M. Kollar, E. A. Shrider et J. F. Creamer U.S. Census Bureau, « Current Population Reports », Income and Poverty in the United States: 2019, Washington DC, 2020.

plutôt que comme le seul manque de revenu⁶. Le cas des États-Unis illustre en fait la nécessité de ne pas considérer la pauvreté comme seulement un

6. J. E. Stiglitz, A. K. Sen et J. P. Fitoussi, « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », Paris, 2009, disponible sur : www.vie-publique.fr. « La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain », New York, Programme des Nations unies sur le développement, 2010, disponible sur : www.undp.org.

bas revenu, et de prendre également en compte d'autres aspects du bien-être, tels la sécurité économique, la santé, le logement, la qualité de l'environnement. Par exemple, aux États-Unis, l'insécurité alimentaire touche plus d'un ménage sur dix⁷, et 8 % de la population n'a pas de couverture maladie⁸. Depuis 2014, l'espérance de vie a baissé, avec notamment la montée des « morts de désespoir » parmi les hommes blancs à bas revenus, et victimes de suicides, d'overdoses, ou d'alcoolisme⁹.

Les privations qui ne se réduisent pas à une analyse en termes de revenu peuvent être analysées par le biais d'une mesure de pauvreté multidimensionnelle prenant en compte l'expérience simultanée de privations dans des dimensions telles que la santé et le travail. Prenons le cas d'une famille avec deux parents qui travaillent, gagnent au total 50 000 dollars par an mais n'ont pas de couverture maladie. Si un enfant tombe malade de façon chronique, la famille devra faire face à des frais médicaux si élevés qu'elle ne pourra vraisemblablement plus s'acquitter des remboursements de prêt de sa maison. Les privations multiples auxquelles cette famille devrait soudain faire face ne figureraient pas dans les statistiques de la pauvreté fondées sur le revenu. Cette famille, avec ces privations multiples, serait tombée dans la pauvreté multidimensionnelle.

Plusieurs études récentes ont commencé à évaluer l'étendue de la pauvreté multidimensionnelle aux États-Unis. Cette pauvreté multidimensionnelle touche au moins une personne sur sept, et 5 % – soit 16 millions – d'Américains sont pauvres multi-dimensionnellement tout en ayant des revenus au-dessus du seuil de pauvreté¹⁰. Au total, si l'on ajoute aux personnes à bas revenus selon la mesure officielle les personnes frappées par des privations multiples, la pauvreté touche une personne sur cinq aux États-Unis, ce qui n'est pas loin du taux de pauvreté relative de 18 %. Dans l'ensemble, et selon la mesure utilisée, à la fin des années 2010 c'est entre 10 et 20 % de la population qui est touchée par la pauvreté.

La pauvreté aux États-Unis n'est pas un phénomène nouveau. Avec les statistiques, on peut remonter jusqu'aux années 1960, au lancement de la

7. A. Coleman-Jensen, *et. al.*, « Household Food Security in the United States in 2019 », U.S. Department of Agriculture Economic Research Service, 2020.

8. K. Keisler-Starkey et L. N. Bunch, « Health Insurance Coverage in the United States: 2019 », Current Population Reports, U.S. Government Publishing Office, Washington DC, 2020.

9. A. Case et A. Deaton, « Rising Morbidity and Mortality in Midlife among White Non-Hispanic Americans in the 21st Century », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 112, 2015, p. 15078-83, disponible sur : www.pnas.org.

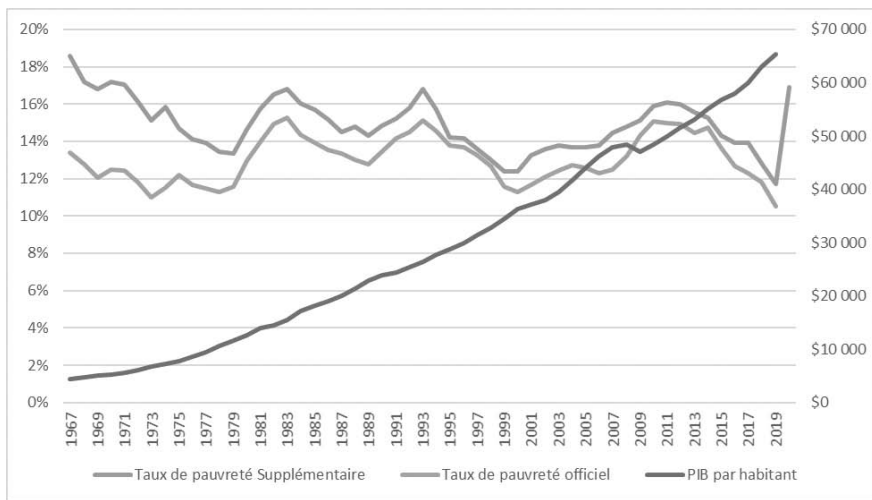
10. B. Glassman, « Multidimensional Deprivation in the United States: 2017 », Bureau de recensement des États-Unis, 2019 ; S. Mitra et D. Brucker, « Monitoring Multidimensional Poverty in the United States », *Economics Bulletin*, vol. 39, n° 20, 2019, p. 1272-1293.

« guerre contre la pauvreté » de Lyndon B. Johnson. Le graphique 3 présente les séries des taux de pauvreté officiel et supplémentaire à partir des données du Bureau du recensement et du Columbia Poverty and Social Policy Center. Au-delà des hauts et des bas, la tendance de long terme sur ces cinquante années est à la baisse pour la mesure supplémentaire, avec un taux de pauvreté de 18,6 % en 1967, 16 % en 2012 et 11,7 % en 2019. Cette tendance à la baisse est bien moins prononcée avec le taux de pauvreté officiel, qui ne prend pas en compte les aides fiscales et en nature, devenues plus importantes depuis les années 1990.

Comment un pays si « riche » peut-il avoir tant de pauvreté ?

En général, la pauvreté est un phénomène complexe, avec de nombreux facteurs explicatifs. Elle peut s'expliquer d'abord par des facteurs conjoncturels : elle s'est notamment aggravée aux États-Unis à chaque récession depuis les années 1960 (graphique 3). Elle a persisté en dépit de la croissance économique soutenue des années 1980, 1990, de 2003 à 2007 puis de 2010 à 2019.

Graphique 3 : Taux de pauvreté et PIB par habitant



Sources : World Development Indicators pour le PIB par habitant ; U.S. Census Bureau pour le taux de pauvreté officiel ; Columbia Poverty and Social Policy Research Center pour le taux de pauvreté supplémentaire.

Mais elle dépend surtout de nombreux facteurs structurels. La société repose sur des institutions démocratiques fragiles où le principe « une personne, un vote » n'est pas une réalité. La participation politique est limitée, tout particulièrement parmi les pauvres et les minorités raciales

qui font face à nombre d'obstacles pour devenir électeurs¹¹. Le racisme systémique, et plus largement les discriminations, concernent notamment l'emploi, l'éducation, le logement, les services financiers et la justice criminelle. Les inégalités face au système judiciaire aboutissent à produire une population carcérale composée massivement d'hommes noirs issus de communautés pauvres.

Le système éducatif est très inégalitaire et ne favorise pas la mobilité intergénérationnelle. Très décentralisé, il est financé en partie par les taxes foncières : les ressources éducatives varient donc énormément de ville en ville, et parfois de quartier en quartier, en fonction de la situation socio-économique des habitants. L'école maternelle et l'enseignement supérieur coûtent très cher, et sont donc peu accessibles aux familles à revenus modestes.

Du côté du marché du travail, le taux d'activité baisse depuis le début des années 2000 et les revenus des travailleurs à salaires modestes stagnent depuis les années 1980. Les syndicats ont vu leurs effectifs fondre durant cette période. Depuis les années 1980, le déclin est prononcé : en 2019, seulement 10,3 % des employés étaient affiliés à un syndicat, contre 20 % en 1983¹². De plus, dans les années 1970, les États-Unis ont abandonné le salaire minimum comme politique de soutien aux salaires modestes, ce qui a contribué à la stagnation des bas salaires. Si les États-Unis ont instauré un salaire minimum en 1938 soit 12 ans avant la France, il se chiffrait début 2021 à 7,25 dollars l'heure, soit 6 euros et un niveau de 40 % inférieur au salaire minimum français. Le salaire minimum n'est pas indexé sur l'inflation, et a traversé des périodes où il n'a pas bougé comme par exemple entre 1980 et 1990, et depuis 2010. En pouvoir d'achat, la valeur du salaire minimum s'est donc effondrée : le maximum du salaire minimum en pouvoir d'achat a été atteint en 1969. Une année de travail à temps plein au salaire minimum donne un revenu de 15 080 dollars, ce qui laisse une famille de quatre personnes bien en dessous du seuil de pauvreté selon la mesure officielle de 26 172 dollars. En janvier 2021, 30 États et nombre de villes ont des niveaux de salaire minimum supérieurs, de 8,15 dollars au Minnesota à 14 dollars en Californie.

Le système de protection sociale

Aux États-Unis, le système public de protection sociale ne connaît pas de prestations universelles. Il est largement conditionné par le travail, et

11. J. Michener, « Race, Poverty, and the Redistribution of Voting Rights », *Poverty and Public Policy*, vol. 8, n° 2, 2016, p. 106-128.

12. Bureau of Labor Statistics Union, 2021, disponible sur : www.bls.gov.

bénéficie seulement à certaines catégories de la population. L'assurance maladie n'a pas une couverture universelle, même après les réformes du président Obama. Elle est, pour la majorité de la population (57 %), obtenue par le biais de l'emploi même s'il y existe deux programmes publics fédéraux qui couvrent plus d'un tiers de la population : Medicare pour les personnes handicapées qui ne peuvent travailler et les personnes âgées, et Medicaid pour les familles pauvres. L'assurance chômage est versée seulement sur la base d'un nombre de trimestres travaillés : les conditions d'éligibilité, et la générosité des aides, varient d'État à État. La prime pour l'emploi, Earned Income Tax Credit, offre un crédit d'impôt aux travailleurs à bas revenus.

Pour ceux qui n'ont pas d'emploi ou qui ont peu ou jamais travaillé, il y a très peu, ou pas, de protection. Pour les personnes handicapées qui ne peuvent travailler, deux types d'aides sont disponibles dans le cadre de la Sécurité sociale : le Social Security Disability Insurance (SSDI), si les personnes ont travaillé et contribué à la Sécurité sociale pendant un minimum de temps, et la Supplemental Security Insurance (SSI). Les personnes âgées en difficulté peuvent avoir accès à la SSI. Pour les familles en difficulté, existent un programme d'aide financière, Temporary Assistance to Needy Families (TANF), et un programme Food Stamps¹³, qui offre des bons pour les courses alimentaires. Ces programmes de l'État fédéral sont mis en œuvre par les États qui, pour le TANF et Food Stamps, peuvent adapter les conditions d'accès, un accès soumis à divers critères, liés notamment aux revenus (SSI, TANF, Food Stamps) et à certaines obligations, comme la recherche active d'emploi.

Dans l'ensemble, les aides sociales sont modestes. Par exemple, pour la SSI, l'aide moyenne s'élevait à 6 708 dollars par an en 2019, bien en dessous du seuil de pauvreté, même pour une personne seule (13 011 dollars). Le système est réservé à des catégories précises de la population : les personnes handicapées qui ne peuvent travailler, et les personnes âgées et familles en difficulté. Une personne sans enfants et sans emploi qui n'est pas éligible à l'assurance chômage ne peut prétendre aux aides sociales. Le système repose donc sur le principe que tout le monde ou presque peut travailler et trouver un emploi.

Outre les aides au revenu et en nature, le système public de protection sociale des États-Unis comprend des programmes de services aux plus démunis. Lyndon Johnson, dans le cadre de sa guerre contre la pauvreté

13. Le programme Food Stamps a été rebaptisé SNAP (Supplemental Nutrition Assistance Program).

des années 1960, a créé nombre de ces programmes de services sociaux dans divers domaines¹⁴, tels l'éducation (accès à la maternelle Headstart ; subvention pour l'enseignement supérieur), et les centres publics de service de santé (*Community Health Centers*).

Les dépenses sociales publiques des États-Unis représentent l'équivalent de 18,7 % du PIB, ce qui est légèrement en dessous de la moyenne (20,1 %) et de la médiane (19,4 %) pour les pays de l'OCDE ; ceux-ci se distribuent dans une large fourchette entre un minimum de 7,5 % au Mexique et un maximum de 31 % en France (graphique 3). Les États-Unis sont donc loin d'être une aberration parmi les pays de l'OCDE en termes de dépenses sociales publiques. En fait, lorsque l'on ajoute aux dépenses sociales publiques les aides provenant du système fiscal, comme la prime à l'emploi et les prestations sociales privées (assurance médicale par le biais de l'emploi), la part des dépenses sociales totales dans le PIB s'élève à 30 % du PIB aux États-Unis, qui prend alors la deuxième place derrière la France, avec 32 % du PIB. Dans l'ensemble, et dans le contexte international, il peut être surprenant de constater que les États-Unis ont des dépenses sociales totales relativement élevées en termes de PIB.

De multiples programmes d'aide sociale

Si les dépenses sont importantes pour un système public de protection sociale fragmenté, qu'en est-il de leur efficacité ? Ce système arrive-t-il à faire baisser la pauvreté, ou plus largement à améliorer le bien-être de la population ? Même si les aides sociales sont modestes, et si la pauvreté demeure obstinément élevée, nombre de travaux ont montré que le système public de protection sociale réduisait la pauvreté¹⁵. Par exemple, deux analyses contrefactuelles récentes à partir de la mesure de pauvreté supplémentaire¹⁶ montrent que c'est le système public de protection sociale qui est responsable de la baisse de la pauvreté depuis les années 1970, et non les revenus du travail. Si l'on inclut les aides publiques, y compris en nature et fiscales, on constate une réduction de la pauvreté de

14. M. J. Bailey et S. Danziger (dir.), *Legacies of the War on Poverty*, New York, Russel Sage Foundation, 2013.

15. J. M. Currie, *The Invisible Safety Net. Protecting the Nation's Poor Children and Families*, Princeton, Princeton University Press, 2006 ; B. D. Meyer et D. Wu, « The Poverty Reduction of Social Security and Means-Tested Transfers », National Bureau of Economic Research, *NBER Working Paper* n° 24567, 2018 et J. Michener, « Race, Poverty and the Redistribution of Voting Rights », *op. cit.*

16. L. E. Fox *et al.*, « Waging War on Poverty: Poverty Trends Using a Historical Supplemental Poverty Measure », *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 34, n° 3, 2015, p. 567-592, disponible sur : <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov> ; C. Wimer *et al.*, « Progress on Poverty? New Estimates of Historical Trends Using an Anchored Supplemental Poverty Measure », *Demography*, vol. 53, n° 4, 2016, p. 1207-1218, disponible sur : <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov>.

moitié en 2012, contre un quart seulement en 1967. Les aides publiques jouent un rôle tout particulièrement important pour réduire la pauvreté parmi les enfants, la très grande pauvreté (*deep poverty*), et ce particulièrement durant les périodes de récession. Avec la mesure de la pauvreté supplémentaire qui prend en compte les diverses ressources des familles, les aides publiques ont des effets marqués sur la pauvreté.

L'explosion de la pauvreté avec la crise sanitaire

La Grande Dépression a été à l'origine de la naissance du système public de protection sociale voici presque un siècle. L'intensité de la crise actuelle rappelle cette Grande Dépression, et met à l'épreuve le système des aides sociales. Avec la pandémie, comme en France, nombre d'États aux États-Unis ont mis en œuvre une politique sanitaire qui a conduit à la fermeture des commerces non essentiels, et demandé aux gens de rester chez eux, même si sous la présidence Trump il n'y a pas eu de politique fédérale en la matière. Des millions d'Américains sont tombés dans une spirale négative dont il est très difficile de sortir. En l'absence de politiques de protection de l'emploi comme en Europe, le confinement a amené les entreprises à licencier de façon massive. Résultat : 33 millions d'emplois ont été détruits, et le chômage est passé de 3,5 % en février à 14,7 % en avril 2020, touchant en particulier les travailleurs précaires et les femmes. D'après un modèle de simulation¹⁷, si le chômage augmente à 30 %, le taux de pauvreté annuel augmentera de 50 %, avec 21 millions de personnes plongeant dans la pauvreté, soit le taux le plus élevé depuis plus de 50 ans.

Ce qui est particulier à la misère aux États-Unis, c'est l'effet domino des privations subies par les ménages durant la pandémie, le système de protection sociale étant conditionné par l'emploi. Dès lors que beaucoup d'emplois disparaissent, le système est incapable de maintenir une sécurité économique. Passer à un emploi précaire ou à bas salaire, c'est souvent ne plus avoir de congés maladie ou de congés de maternité payés. Beaucoup de travailleurs à faibles revenus ont des emplois qui ne se prêtent pas au télétravail, et ne peuvent se permettre de perdre leur salaire s'ils tombent malades. Perdre son travail, c'est bien sûr voir ses revenus chuter, mais c'est aussi perdre son assurance médicale et donc ne plus avoir accès aux soins : une réalité source d'un stress considérable en pleine pandémie.

17. Z. Parolin et C. Wimer, « Forecasting Estimates of Poverty During the COVID-19 Crisis », *Poverty & Social Policy Brief*, vol. 4, n° 6, 2020, disponible sur : static1.squarespace.com.

Une action urgente s'est imposée. Une batterie de mesures a été mise en place au niveau fédéral et dans certains États pour étendre et augmenter les aides sociales. À titre d'exemple, le premier plan d'aide du Congrès et de l'administration Trump pour les entreprises, les travailleurs et les chômeurs d'avril 2020 a étendu les droits au chômage pour les travailleurs indépendants, et ajouté à l'indemnisation chômage fournie par les États une aide fédérale de 600 dollars maximum par semaine. Le plan d'aide du mois de décembre 2020 a augmenté la valeur des aides alimentaires de 15 % jusqu'en juin 2021.

Ces mesures ont servi à rapiécer de façon grossière et temporaire certaines mailles des filets sociaux, qui ne sont pas adaptés à des situations de chômage de long terme. Ces dispositifs ne suffisent pas à répondre aux besoins de la crise sanitaire. Des initiatives caritatives se multiplient dans les communautés locales, les écoles, les mairies et les associations. À Mamaroneck, par exemple, ville de la banlieue nord de New York, des organisations civiles et religieuses organisent depuis mars tous les mardis des dons alimentaires. Dans cette ville très inégalitaire, qui connaît de grandes disparités sociales, beaucoup d'habitants dépendent désormais de la générosité de voisins mieux lotis.

Qu'espérer de l'administration Biden ?

La pauvreté n'apparaît pas comme une priorité dans le programme de la nouvelle administration Biden, du moins pas au vu de son programme de campagne et de son plan d'urgence du 14 janvier 2021¹⁸. Ceux-ci n'envisagent pas une refonte institutionnelle fondamentale du système public de protection sociale, lequel resterait donc catégoriel et conditionné par le travail, à un moment où le travail est, pour beaucoup, impossible à trouver ou à garder. Le plan prévoit cependant des augmentations de la composante fédérale des allocations chômage (de 300 à 400 dollars par semaine), des aides alimentaires et de la prime à l'emploi. Il prévoit aussi un élargissement des conditions d'éligibilité à certains programmes, comme la prime à l'emploi étendue aux personnes de plus de 65 ans, et aux adultes sans enfant.

Certains autres aspects du plan d'urgence et du programme de campagne électoral de Joe Biden pourraient également aider à réduire la pauvreté. Le plan d'urgence propose en effet de porter le salaire minimum

18. E. Werner et J. Stein, « Biden Unveils Emergency Coronavirus and Stimulus Plan », *The Washington Post*, 14 janvier 2021, disponible sur : www.washingtonpost.com.

fédéral à 15 dollars. Le programme de campagne propose de tripler le financement fédéral pour les écoles accueillant beaucoup d'enfants issus de familles à revenus modestes, de rendre les cycles universitaires public courts (*community colleges*) gratuits, et les universités publiques gratuites pour les familles aux revenus annuels inférieurs à 125 000 dollars.

Le souci d'équité qui se trouve au cœur du projet politique du candidat Biden constitue sans doute le socle le plus important pour des politiques susceptibles de réduire pauvreté et inégalités. Reste à savoir si les propositions du projet de Joe Biden pourront être acceptées politiquement. L'avenir nous le dira.



Mots clés

Pauvreté
États-Unis
Protection sociale
Inégalités